

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22047 - 81ÈME ANNÉE

Après la conférence annuelle de l'IEDOM

Confirmation d'un système au bord de la faillite à La Réunion



Derrière les indicateurs en légère amélioration, la réalité économique des anciennes colonies françaises intégrées à la République reste marquée par des déséquilibres structurels hérités de l'histoire coloniale. Chômage élevé, dépendance énergétique, fragilité des entreprises : la reprise annoncée en 2025 demeure précaire, indique l'IEDOM. Cela rappelle que ces pays doivent sortir d'un modèle économique imposé, le néocolonialisme français, et construire un véritable développement.

À l'issue de la conférence annuelle de l'IEDOM-IEOM, le constat est sans ambiguïté : les économies des anciennes colonies françaises intégrées à la

République française connaissent en 2025 une amélioration relative, mais celle-ci reste fragile et inégalement répartie.

Reprise fragile dans des économies toujours dépendantes

Après une année 2024 marquée par des crises multiples — sociales, climatiques et économiques —, les indicateurs repassent timidement au vert. Le climat des affaires progresse, le financement bancaire se redresse, porté par des conditions de taux plus favorables. Mais derrière ces signaux, la réalité demeure préoccupante. En Kanaky Nouvelle-

Calédonie, les séquelles des événements de 2024 continuent de peser lourdement sur l'activité.

Dans la plupart de ces économies, l'emploi privé stagne. Le chômage reste structurellement élevé, bien au-dessus de celui observé en France. Cette situation n'est pas conjoncturelle : elle est le produit d'un modèle économique dépendant, organisé historiquement au service d'intérêts extérieurs plutôt que du développement local.

Populations et entreprises sous pression

Si l'inflation recule, ses effets continuent de se faire sentir. Pour de nombreux ménages, notamment les plus modestes, la hausse des prix récente a durablement entamé le pouvoir d'achat. Le recours au surendettement progresse, signe d'une précarisation persistante.

Du côté des entreprises, la situation n'est guère plus rassurante. L'année 2025 pourrait battre des records de défaillances. Derrière l'effet de rattrapage post-Covid, ce sont surtout des fragilités structurelles qui apparaissent : faiblesse du tissu productif, dépendance aux importations, délais de paiement pénalisants. Autant de symptômes d'économies maintenues dans une position périphérique.

Sortir de la dépendance : impératif politique

Les perspectives pour 2026 restent incertaines. Certes, des investissements sont annoncés et certains pays, comme Mayotte, pourraient bénéficier

de programmes de reconstruction. Mais ces dynamiques restent largement conditionnées aux décisions de l'État et à des arbitrages extérieurs.

Dans le même temps, la hausse des prix de l'énergie rappelle une évidence : ces territoires demeurent fortement dépendants des importations. La crise actuelle met en lumière l'urgence d'un changement de cap.

Car les solutions sont connues : développement des infrastructures, souveraineté alimentaire, transition énergétique, renforcement des circuits économiques locaux. Mais leur mise en œuvre suppose une rupture avec les logiques du système néocolonial.

Une transformation en profondeur est nécessaire. Sans cela, les « améliorations » constatées resteront superficielles, et les anciennes colonies comme La Réunion continueront de subir un modèle économique qui ne répond ni aux besoins des populations, ni aux exigences du développement.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Défendre les conquêtes sociales

CGTR : « La mobilisation des travailleurs a payé : Amplifions le rapport de force le 1er mai ! »

La CGTR salue un premier recul du gouvernement sur le 1er mai, obtenu par la mobilisation, mais alerte : rien n'est abandonné. Elle dénonce une offensive globale contre les travailleurs (salaires, retraites, conditions de vie), aggravée à La Réunion par la vie chère. Face à ces injustices, elle appelle à amplifier le rapport de force avec une mobilisation massive le 1er mai pour défendre les droits sociaux. C'est ce qu'indique un communiqué du syndicat diffusé ce 15 avril 2026.

- lutte contre la vie chère,
- justice sociale pour La Réunion,
- respect des droits des travailleurs.

La CGTR appelle à une mobilisation massive ce 1er mai. Une mobilisation d'ampleur pour envoyer un message clair : nous ne reculerons plus.

Nous devons imposer un nouveau rapport de force, à la hauteur des attaques que nous subissons.

Première victoire, oui. Mais le combat continue.

Et c'est par la mobilisation que nous gagnerons.

La CGTR, avec l'ensemble des organisations syndicales, a contraint le gouvernement à reculer sur sa volonté de remettre en cause le 1er mai.

La non-convocation de la commission mixte paritaire constitue une première victoire obtenue par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs.

Mais la CGTR tient à le dire clairement : ce recul n'est pas un abandon.

Ce projet injuste peut revenir à tout moment. La vigilance et la mobilisation restent indispensables.

Car derrière cette attaque contre le 1er mai, c'est une offensive globale contre le monde du travail qui est à l'œuvre :

- attaques contre nos salaires,
- remise en cause de nos arrêts de travail,
- recul de nos droits à la retraite,
- dégradation continue de nos conditions de vie.

À La Réunion, cette situation est encore plus insupportable, la population est la grande oubliée.

La hausse brutale des carburants frappe de plein fouet les travailleurs, les familles, les jeunes.

Pendant ce temps, les aides publiques, qu'elles viennent de l'État ou de la Région sont distribuées mais rien pour la population :

« Nous sommes la dernière roue du carrosse, la variable d'ajustement ».

Cette injustice sociale ne peut plus durer, la mobilisation récente a montré une chose essentielle : "quand les travailleurs se mobilisent, le gouvernement recule. »

C'est ce rapport de force qu'il faut maintenant amplifier.

Le 1er mai n'est pas un jour comme les autres. C'est la journée internationale des travailleurs, celle où nous faisons entendre nos revendications :

- augmentation des salaires,

Saint-Denis, le 15 avril 2026

Le Secrétaire Général
Jacky Balmine

Oté

Kan bann robo i ranplass anou

Mézami mwin lé sirésèrtin sa sé in n'afèr la pa éshape azot pars opliss i sava opiss bann robo lé riskab ranplass anou : sa la komanss dann péi la popilassion i ronouvèl pa mé sa i komanss okip lo térin dann bann péi mèm landroi zanfan i mank pa.

Lotrozour mwin la vi in roportaz dsi in lizine lo diréktriss sé in robo é èl i travaye vinn-kat dsi vinn-kat san poz, san konzé maladi, san vakanss. Biensir lo bann travayèr té bann robo galman é zot ossi néna in randman mi rakonte pa zot.

Lotrozour ankor mwin la vi in bar na kaziman pwin d'moune i travaye dédan mé bann robo imanoïde é bann konsomatèr zot sé dmoune. Ni pé avoué sa sé in drol sossyété é in drol limanité.

Talèr-la dann télé mwin la vi in sékanss dsi la guèr-sa i mank pa sa-Dann in kan na solda imin é dann l'ote solda imanoïde é biensir bann zimanoïde la gingn la bataye bann télé téi amontr anou.

Toussa la pou dir l'om l'aprè prépar ali in drol de relèv é biensir sa i mérite in réflékssion pou konète oussa ni sava, kèl valèr nora dann in mond konmsa. Kan limanité i robotiz lé bien néssèssèr ni poz anou késtyon... Kan limanoïdité i ranplass limanité oussa ni sava.

A bon antandèr salu !

Justin